

LA FRANCE EN GUERRE AU TCHAD (1969-1972)

La victoire oubliée



MICHEL GOYA

La France en guerre au Tchad (1969-1972)

La victoire oubliée

Le 11 août 1960, le Tchad acquiert son indépendance, à l'exception des trois provinces du Nord, Borkou, Ennedi et Tibesti (le BET), encore sous administration française. Le pays est alors pacifié mais il est fragile car hétérogène.

Grand comme deux fois et demie la France, le Tchad est découpé en trois zones très différentes entre le BET désertique et montagneux, le centre sahélien et le sud tropical où se concentrent la grande majorité de la population et la culture du coton, richesse principale du pays. Y cohabitent une centaine de groupes linguistiques, trois religions (musulmane, animiste et chrétienne), et surtout des antagonistes traditionnels entre semi-nomades du Nord, Toubous et Zaghawas, et sédentaires du sud, Saras en particulier qui forment 30% de la population totale. Le Sud est encore souvent le pays des Abdi (esclaves) pour les ethnies du Nord alors que les Saras, qui constituent la majeure partie de la petite élite formée pendant la colonisation, considèrent facilement les nomades et semi-nomades musulmans comme d'anciens esclavagistes arriérés.

Le développement de la rébellion

Au moment de l'indépendance et de l'arrivée au pouvoir de François Tombalbaye, leader du Parti progressiste tchadien (PPT), l'unité nationale et le multipartisme sont à l'honneur avant de rapidement faire place à une concentration autoritaire des pouvoirs. En janvier 1962, le PPT est déclaré parti unique et Tombalbaye écarte en quelques mois toutes les personnalités politiques qui lui paraissent dangereuses pour ne conserver presque exclusivement que des membres de son clan Sara autour de lui. Les leaders musulmans sont particulièrement touchés. En septembre 1963, l'arrestation de trois d'entre eux, dont l'ancien Premier ministre, Ahmed

Koulamallah, provoque déjà une émeute dans les quartiers musulmans de Fort-Lamy (N'Djamena) et une répression meurtrière. Le rejet croissant de cette politique gouvernementale se double de celui des autorités locales. L'administration coloniale française était parvenue à un certain équilibre entre les différentes ethnies et sensibilités en s'appuyant sur les chefs locaux traditionnels. Le financement, assuré par la dotation coloniale et un jeu de taxes modulées sur les réalités économiques des récoltes ou de la taille des troupeaux était stable et relativement juste. Cet équilibre disparaît avec la mise en place d'une administration locale largement improvisée, sans grande formation, sans moyens et rapidement corrompue et népotique. Les taxes et les ponctions multiples excèdent les paysans et éleveurs, en particulier musulmans qui s'estiment plus spécifiquement touchés.

Dès lors, après celle de septembre 1963, les émeutes se succèdent. En janvier 1964, une première bande armée attaque la préfecture d'Am-Timan, au sud-est du pays, pour protester contre l'exclusion d'un musulman à la députation. Le 18 octobre 1965, après la mise en place d'un emprunt obligatoire, « amplifié » à leur profit par des administrateurs locaux, 300 paysans de l'ethnie Moubi massacrent une délégation ministérielle à Mangalmé. En décembre, ce sont vingt villages du Batha qui se soulèvent contre les autorités locales. La répression est d'une grande violence, faisant des centaines de morts. Des villages sont détruits, des populations regroupées dans des hameaux tandis que d'autres s'enfuient au Darfour soudanais ou en Centrafrique, les pouvoirs de justice sont retirés aux chefs coutumiers, sultans et derdés.

Ce mouvement de révolte croissant dans le centre du pays survient peu après le départ des Français du BET en janvier 1965. La région a constitué de tous temps une zone difficile. Les Toubous en particulier y ont toujours revendiqué leur autonomie. Les Français étaient parvenus à contrôler la région par une forte présence militaire, une petite aide économique et une politique locale respectueuse des coutumes et des équilibres ethniques. A leur suite, l'Etat tchadien ne peut déployer que trois faibles compagnies d'infanterie venues du sud et une administration aussi maladroite et

brutale qu'au centre du pays. Les tensions apparaissent donc là aussi très rapidement. En décembre 1966, le chef traditionnel des Toubous, le Derdé Oueddeï Kefdemi, s'exile en Libye avec un millier de partisans. Son fils, Goukouni Oueddaï, prend la direction des Toubous Tedas dans le Tibesti [1].

La rébellion qui s'étend est d'abord largement une jacquerie et une réaction contre les abus de l'administration et les humiliations. Elle est rapidement récupérée par l'opposition politique exilée au Darfour soudanais au cœur de centaines de milliers de réfugiés.

Le 20 avril 1965, Ahmed Moussa y forme le Front de libération du Tchad (FLT). Au début de l'année suivante, plusieurs de ses bandes armées opèrent depuis le Soudan dans les préfectures proches du Oueddai, du Salamat et du Batha. En juin 1966, c'est au tour d'Ibrahim Abatcha de former le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), avec des étudiants musulmans dont certains ont été formés en Corée du Nord, d'anciens membres du FLT et de nombreux mécontents du Centre-Est tchadien. Bénéficiant de l'appui du Soudan et, plus modéré, de la Libye, l'organisation multiplie les petites attaques contre l'administration dans la province du Oueddaï. Les ralliements lui permettent de former une « 1^{ère} armée ».

Cette 1^{ère} armée est surtout une coalition de bandes qui s'efforce de chasser l'administration centrale en massacrant les collecteurs d'impôts et en détruisant ses bâtiments y compris les écoles ou les centres sanitaires. Dans le vide et la désolation, accentués encore par la sécheresse qui sévit depuis 1966, des groupes de purs bandits s'ajoutent aux bandes du Frolinat et du FLT ainsi que, par contrecoup, des milices d'autodéfense. Le Centre-Est du pays est alors devenu en 1966 un patchwork de villages proches du FLT, du Frolinat, indépendants ou fidèles au gouvernement. Malgré la disparition d'Abatcha tué en février 1968 et le rayon d'action réduit des diverses bandes, la rébellion s'étend.

Au nord, Mohammed Tahar, un des lieutenants d'Abatcha, tente de rallier les Toubous. Le 5 mars 1968, il organise une mutinerie de la garde nomade et s'empare du poste d'Aouzou puis de Wour. Il y a alors peut-être 700 combattants rebelles dans tout le BET, au mieux équipés d'armes de la Seconde Guerre mondiale, et dispersés en

clans rivaux (Tedas du Tibesti, Dzas des palmeraies du Borkou, Zaghawas dans l'Ennedi) mais ils suffisent à tenir tête à l'ANT, l'empêcher de reprendre Aouzou, harceler ses postes et les convois de ravitaillement. A l'été, la situation est telle dans le BET que le Président Tombalbaye fait appel une première fois à la France.

Les forces françaises sont alors présentes à Fort-Lamy avec l'Escale d'Afrique centrale (EAC). Forte de 1 000 hommes, dont environ 150 en assistance militaire technique (AMT), l'état-major de l'EAC a alors pour mission principale de contrôler les points d'entrée dans la sous-région, Fort-Lamy mais aussi Libreville au Gabon et Douala au Cameroun, où sont installés des petits détachements.

La capacité d'intervention comprend le 6^e Régiment interarmes d'Outre-mer (RIAOM), fort du 60^e escadron blindé de marine (armé d'automitrailleuses Ferret) et de la 6^e compagnie parachutiste d'infanterie de marine (CPIMa). Il est appuyé par une escadrille de transport de 6 avions Nord-2501 sur la Base aérienne 172 (BA 172). L'EAC dispose également d'un parc de véhicules susceptible de motoriser les renforts en alerte *Guépard* de la 11^e Division d'infanterie venus par avions depuis la métropole. Fin août 1968, elle est renforcée par 8 chasseurs-bombardiers AD-4 Skyraider qui s'installent à Faya-Largeau et à Bardaï avec un Bréguet transportant les mécaniciens et le matériel technique.

Le 6 septembre, alors que l'attention internationale est encore concentrée sur les événements de Tchécoslovaquie, l'ANT appuyée par les forces aériennes françaises reprend le poste d'Aouzou sans combat tandis que la CPIMa s'installe à Zouar et Bardaï. Elle y est relevée jusqu'au mois de novembre par la compagnie *Guépard* du 3^e Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa). La mission est alors considérée comme terminée et les renforts quittent le territoire à l'exception de quatre AD-4 Skyraider qui restent à Fort-Lamy où ils forment l'Escadrille Légère d'Appui Aérien (EAA) 1/22 Ain.

Dégradation générale et nouvel appel à la France

Cette première intervention française n'offre qu'un très bref et très limité répit au gouvernement tchadien. Début 1969, Mohammed Tahar forme la 2^e armée du Frolinat au nord juste avant d'être tué à

son tour. Goukouni Oueddeï le remplace, secondé par Hissène Habré, du clan Daza. Cette 2^e armée, qui ne coordonnera jamais son action avec la 1^{ère}, représente en réalité plutôt une rébellion parallèle.

Dans le Centre-Est, le Frolinat compte désormais 4 000 combattants. Un millier d'entre eux seulement est équipé d'armes de guerre mais cela suffit à chasser les forces de l'Etat, qui avec l'extension de la rébellion dispose de moins en moins de ressources fiscales. Les forces de sécurité, de moins en moins payées et équipées, se désagrègent et se transforment parfois à leur tour en groupes irréguliers [2].

Hors de la capitale Fort-Lamy (N'Djamena), du sud du Chari, des préfectures proches du Lac et de Kanem et des agglomérations, l'appareil central s'est décomposé. Les attaques s'approchent de plus en plus de la capitale. Bokoro, son grenier à mil, est attaqué et les convois de ravitaillement vers la capitale régulièrement brûlés. La culture du coton commence à être menacée par des raids venus des zones de réfugiés en République centrafricaine (RCA).

Le 8 mars 1969, quatre pelotons de gendarmerie sont détruits dans une embuscade. La situation est alors très critique. En prétextant l'aide étrangère à la rébellion, Tombalbaye invoque encore l'accord de défense du 15 août 1960 et l'accord d'assistance militaire technique du 19 mai 1964 pour faire appel à la France.

Le 10 mars 1969, la demande est officiellement formulée à Jacques Foccart, le conseiller Afrique de l'Élysée. Un an après mai 1968 et en pleine campagne pour le référendum du 27 avril, le général de Gaulle hésite à lancer une expédition qui, quelques années après la guerre d'Algérie et les indépendances africaines, sera forcément désapprouvée par une grande partie de l'opinion publique. Les intérêts économiques de la France au Tchad sont très limités et la base aérienne de Fort-Lamy n'est pas essentielle. Le chef d'état-major des armées n'est pas favorable à une intervention au contraire de Jacques Foccart et de Fernand Wibaux, l'ambassadeur de France à Fort Lamy.

L'appel de plusieurs chefs d'Etat africains décide le général de Gaulle. La déstabilisation du Tchad pourrait avoir de graves

conséquences sur l'ensemble de la région, provoquer l'intervention d'autres puissances et mettre sérieusement en doute la crédibilité de la protection de la France, fondement premier de ce que Léopold Sédar Senghor a appelé la Françafrique. Le 18 mars, la décision de l'intervention est prise. A peine plus d'un mois plus tard, le général de Gaulle quitte le pouvoir mais l'opération est maintenue par Alain Poher, Président du Sénat par intérim, puis par le nouveau Président de la République, George Pompidou, élu le 15 juin.

Dans l'esprit de tous, l'opération, baptisée *Limousin*, doit rester la plus limitée et la moins visible possible. Seules deux compagnies du 2^e REP, en alerte *Guépard*, sont envoyées au prétexte de renforcer la base de Fort-Lamy et de protéger les 6 000 ressortissants français. Des hélicoptères sont également amenés par voie maritime jusqu'à Douala, base arrière logistique du dispositif, avant de rejoindre le Tchad.

Le plan d'opération comprend deux axes. Le premier est militaire, sous le commandement du général Arnaud, qui a plusieurs fois servi au Tchad depuis la colonne Leclerc en 1944. Son objectif est de renforcer les forces de sécurité locales afin qu'elles puissent prendre le dessus sur les rebelles. Pendant ce temps, l'action armée française doit être réduite au minimum, visant d'abord à assurer la sécurité des communications. Le second axe est administratif, le gouvernement français ayant conditionné son accord d'intervention à la mise en œuvre de réformes. Une mission de réforme de l'administration (MRA) est mise en place sous la direction de Pierre Lamy afin de donner « *donner au pays une administration solide et présente, réanimer les structures existantes, prêter son assistance aux préfets et sous-préfets et préparer la réforme de la Constitution* [3] ». ».

Une opération limitée et mal anticipée

Les moyens à la disposition du délégué militaire au Tchad (DMT) pour manœuvrer sont au bout du compte très faibles au regard de l'ampleur du théâtre. Au maximum de l'engagement, il y aura un soldat français au sol pour 1 000 km² et 2 000 habitants, et surtout pour 2 ou 3 combattants rebelles. On se trouve donc très loin des

abaques classiques de la contre-insurrection qui réclament une grande densité de forces par rapport à la population (1 soldat pour 20 habitants pendant la guerre d'Algérie) et un rapport de forces très favorable contre l'ennemi. Cette limitation en volume, à peine 0,5% du potentiel militaire français, est le résultat de deux contraintes.

La première est l'obligation de ne pas engager de soldats appelés. La France n'a plus engagé de conscrits en opération extérieure depuis le désastre de l'expédition de Madagascar en 1895 et la mort par maladie de plus de 5 000 d'entre eux (la guerre en Algérie n'a pas été considérée comme opération extérieure). Malgré l'évolution de la médecine tropicale, cette inhibition a perduré jusqu'à la suspension du service national.

Or, après la guerre d'Algérie, les troupes professionnelles ont été réduites au strict minimum dans le cadre de forces d'intervention destinées à des actions très limitées et ponctuelles. Le système des Volontaires service long Outre-mer (VSLOM), des appelés acceptant de servir quelques mois au-delà de « la durée légale de service » avait bien été imaginé pour fournir, malgré tout, les effectifs nécessaires pour l'engagement hors de métropole, en particulier dans les bases africaines. Les VSLOM étaient donc susceptibles d'être engagés au combat en Afrique, certains l'ont d'ailleurs été notamment lors de l'intervention de la CPIMa pour libérer le Président M'Ba au Gabon en février 1964 ou même le 6 septembre 1968 dans le BET. On décide néanmoins de les retirer du théâtre tchadien et de les remplacer par des professionnels. Les VSLOM qui sont relevés à la CPIMa ayant souvent plus d'expérience que les jeunes engagés qui les remplacent, cette décision ne relève pas de considérations techniques mais de la recherche de la moindre sensibilité politique.

Cette opération se veut en effet la plus discrète possible, deuxième contrainte, et on considère en effet que la mort d'un professionnel aura moins d'effet sur l'opinion que celle d'un appelé, fût-il volontaire. Les marges de l'engagement resteront donc limitées aux seules forces professionnelles, quitte à recruter en cours d'action pour renforcer le corps expéditionnaire, ce qui prendra nécessairement du temps et restera de toute façon limité.

Officiellement, il ne s'agit pas d'une opération extérieure. Les soldats ne bénéficieront donc d'aucune priorité ou procédure particulière par rapport à leurs camarades stationnés en métropole. Les premiers à tomber seront reconnus comme « morts pour la France » avec beaucoup de difficultés. Les actes de courage seront récompensés par la croix de la Valeur militaire, comme en Algérie, et non, ce qui aurait été plus logique, par la Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieurs.

On n'imagine pas de toute façon que cette intervention, qui n'a même pas de nom, puisse durer plus de quelques mois et même dégénérer en combat important, et donc visible. On veille à ne pas nommer à sa tête un officier médiatique, comme Marcel Bigeard, et on impose des règles d'engagement strictes. Le général de Gaulle ordonne qu'aucune cartouche ne soit tirée sans un ordre du général Arnaud [4].

Le cadre anticipé pour l'opération est donc très contraint et de fait en décalage avec la situation réelle. La dégradation de la situation est largement minimisée. La capacité à réformer rapidement une administration et une armée relevant désormais d'un Etat étranger et souverain est quant à elle surestimée. Il sera forcément nécessaire d'évoluer mais les marges sont d'emblée très faibles.

La capacité de manœuvre française

La force de manœuvre française à la disposition du DMT se compose du 6^e RIAOM déjà sur place et des deux compagnies du 2^e REP qui forment l'état-major tactique (EMT) n°1. Ces deux EMT seront renforcés par un troisième en octobre 1969 avec deux compagnies formées par la Légion étrangère. Au niveau opératif, ce faible nombre est compensé par l'intégration dès que possible dans les EMT, de compagnies tchadiennes encadrées par des Français, comme la compagnie parachutiste de l'ANT affectée au 6^e RIAOM. Surtout, l'action de ces forces terrestres est multipliée par son association avec une force aérienne progressivement renforcée.

Les routes et les pistes carrossables sont rares pour un théâtre d'opération immense et par ailleurs loin de la France. Le transport aérien s'avère donc essentiel malgré les conditions climatiques difficiles. Il est fourni d'abord par le GMT 59 (Groupe Mixte de

Transport n°59), avec les cinq DC-3 Dakota et de l'armée de l'air tchadienne (pilotés par du personnel français détaché), une dizaine de Nord 2501 qui servent à tout (transport, largages par air, sauts opérationnels, éclairage nocturne) et enfin de un ou deux C-160 Transall, dont c'est le premier engagement. Le C-160 dispose d'une capacité d'emport triple du Nord 2501 et sert principalement à la logistique inter-théâtres, depuis la métropole mais surtout depuis le port de Douala à 1 800 km de Fort-Lamy où arrive à moindre coût le matériel pondéreux. Les avions civils d'Air Tchad peuvent également être réquisitionnés.

Le corps expéditionnaire dispose également de deux puis trois détachements d'intervention hélicoptérés (DIH) composés chacune de six hélicoptères Sikorsky H34 Cargo et d'un H-34 Pirate armé un canon de 20 mm en sabord. On ira jusqu'à 22 appareils au total en 1971 avec le renfort de l'Aéronavale. Il peut compter sur des avions légers, trois MH 1521 Broussard tchadien et trois Piper Tripacer français, qui servent à l'observation aérienne ou au transport des blessés ainsi que trois hélicoptères Alouette II utilisés surtout comme postes de commandement volants.

Enfin, entre quatre et neuf avions à hélice AD-4 Skyraider (4 canons de 20 mm et 3 tonnes de munitions) de l'escadron 1/21 servent, avec les H-34 Pirate, d'artillerie volante. Un Nord 2501 POM (Police Outre-mer), armé de deux canons de 20 mm est également expérimenté en janvier-février 1970 mais sans succès.

L'infrastructure opérationnelle est considérablement renforcée afin de permettre des projections sur l'ensemble du théâtre. Outre la BA 172 de Fort-Lamy, l'ensemble s'appuie sur les bases de Mongo, Abéché et Faya-Largeau qui accueillent en permanence un DIH et parfois une patrouille de deux AD-4. Ce premier dispositif est complété par un échiquier d'une vingtaine d'aérodromes mis en chantier, rallongés ou aménagés [5]. Il doit être possible au minimum de poser des avions légers afin de récupérer des blessés. Des dépôts de carburant, de munitions et de vivres sont disposés de façon à permettre aux H-34 (à 300 km de rayon d'action au maximum) de « sauter » d'un point à l'autre. A l'occasion, il est

possible de créer des bases provisoires en faisant atterrir Transall et Nord-2501 sur des pistes naturelles.

A l'exception des blindés légers, avec un ratio de l'ordre de 4 aéronefs de tous types par unité élémentaire au sol (compagnie ou escadron), la force française est en réalité une brigade légère aéroterrestre dont la presque totalité du soutien et des appuis vient du ciel. L'association des deux permet une grande mobilité au niveau du théâtre, une grande réactivité dans une zone d'engagement et une combinaison appui air/troupes au sol efficace au contact. Inférieures en nombre sur l'ensemble du théâtre, les forces françaises peuvent, grâce à leur mobilité et inversement la rigidité de leur adversaire, réunir assez de forces pour se trouver rapidement au moins en équilibre numérique sur chaque point de contact et en supériorité tactique grâce à la combinaison air-sol.

La fusion

Protégé par les deux EMT français, l'axe d'effort principal du général Arnaud est le renforcement des forces de sécurité tchadiennes. Il en existe alors trois types.

Les unités tchadiennes les mieux équipées sont les deux compagnies tchadiennes de sécurité (CTS) formées en 1967 au sein du ministère de l'Intérieur pour assurer le maintien de l'ordre et surtout la sécurité du Président. Les CTS, formées par les Israéliens et composées entièrement de Saras, constituent une police politique et ethnique directement sous les ordres de François Tombalbaye. Elles n'interviennent pas normalement dans les opérations. Un Centre de coordination et d'exploitation du renseignement (CCER), qui se consacre lui-aussi exclusivement à la sécurité du Président, a également été créé [6].

L'armée nationale de son côté se limite à six compagnies mal équipées et très mal encadrées. L'encadrement est corrompu, s'accaparant souvent la maigre solde et tolérant par compensation, le racket de la population par les soldats. L'ANT est composée à 80 % de Sudistes mal acceptés dans les régions du Nord. L'armée de l'air se réduit à 12 aéronefs dont trois DC3 Dakota en état de marche. A l'exception d'un seul homme, tout le personnel navigant est français.

Les préfets enfin disposent d'une gendarmerie forte de seulement 700 hommes, à la fois peu implantée localement et peu mobile faute de matériel roulant disponible. Ils peuvent surtout compter sur la Garde nationale et nomade tchadienne (GNNT), un peu mieux équipée.

La priorité du général Arnaud est de renforcer tout cet ensemble tout en s'efforçant de le rendre plus cohérent. Le premier effort porte sur l'encadrement et la formation technique. Une école d'officiers est créée à Fort-Lamy ainsi qu'une école d'enfants de troupe et un centre de formation technique et de recyclage à Moussoro. En complément, il est également fait appel aux écoles de Bouar, en Centrafrique, et d'Antsirabe, à Madagascar. Afin de ne pas trop dépendre des Français et des unités formées par eux, le Président Tombalbaye fait aussi appel aux Belges qui forment aussi quatre compagnies de l'ANT au Zaïre. A la fin du cycle, en 1972, l'école de Fort-Lamy accueille trois promotions de 13 à 20 officiers et le centre de Moussoro forme entre 800 et 1000 techniciens divers par an. Toutes les anciennes compagnies ont été recyclées et de nouvelles ont été instruites et équipées.

Tout cela demande cependant du temps avant de porter ses fruits, alors que la situation est critique et que l'ANT est toujours aussi peu efficace sur le terrain. Une inflexion forte intervient en septembre 1969 avec l'arrivée du général Cortadellas, remplaçant d'Arnaud, qui obtient du Président Tombalbaye et du général Doumro, chef d'état-major de l'ANT, la relève des cadres tchadiens incompetents, parfois jusqu'au niveau des chefs de groupe de combat, par des Français le temps de former des remplaçants locaux. Pour beaucoup, comme le commandant Grégoire servant alors dans la BET « une nouvelle période commençait » où les forces, désormais franco-tchadiennes, seraient d'un seul coup sensiblement plus efficaces [7].

Cela implique un effort important en ressources humaines. Au moment de l'intervention française, il y a 159 conseillers français au Tchad, nombre à peu près constant depuis l'indépendance en vertu des accords de coopération. Ce nombre double au cours du premier semestre 1969 pour fournir l'encadrement des écoles puis celui des unités de combat. Il y a 540 conseillers en janvier 1970 et 610, le maximum, un an plus tard.

C'est un effort sans précédent qui ne va pas sans poser de difficultés. Entre Français et Tchadiens d'abord, les seconds, surtout les officiers, souvent excellents à l'exemple de l'adjudant-chef Renzi, chef de section à Faya-Largeau mais parfois plus maladroits, vivent souvent mal d'être écartés au profit des Français. Le volume de conseillers nécessaire est inédit depuis la fin de la guerre d'Algérie et il faut parfois engager des hommes peu coutumiers de ce genre de missions et qui ne bénéficient pas d'un système organisé de retour d'expériences. La gestion de cette assistance massive pose aussi rapidement des problèmes de périmètres. Les conseillers sont gérés par le ministère de la coopération initialement *via* une chaîne spécifique parallèle à celle du DMT. Mais alors que la France est en guerre et que le choix de ces conseillers a une influence forte sur les opérations, le général Cortadellas obtient à la fin de 1969 d'avoir un droit de regard sur les choix de personnels. La chaîne parallèle est alors supprimée.

La France contribue aussi à l'équipement des forces tchadiennes, de manière limitée dans cette guerre à l'économie mais non négligeable avec, au total, la fourniture de 6 avions de transport (1 quadrimoteur C-54 et 5 bimoteurs C-47), 640 véhicules dont 5 automitrailleuses, 630 radios, 5 000 armes individuelles, 300 armes collectives et 25 mortiers.

Le processus de consolidation des forces de sécurité tchadiennes est donc enclenché dès le début, avec une accélération à la fin de 1969. Ses premiers résultats viennent dans la fin de la saison des pluies de 1969 grâce à l'arrivée des unités de combat françaises et la fusion franco-tchadienne. Avec cet accroissement soudain des forces loyalistes, un coup d'arrêt est porté à la progression de la rébellion. Par la suite, avec le renforcement des forces de sécurité, celles-ci viennent progressivement consolider le dispositif existant tout au long des années 1970 et 1971.

En 1972, l'ANT comprend désormais 4 200 hommes et 12 compagnies de combat, la gendarmerie dispose de 2 000 hommes dans 14 pelotons mobiles, 60 brigades et un détachement d'intervention. Les CTS, équipées par la RFA, représentent 1 000 hommes et peuvent intervenir dans les opérations. Au total, avec les gardes nomades, les forces de sécurité tchadiennes représentent

entre 10 000 et 12 000 hommes, formés et rééquipés avec notamment un total de 1100 à 1200 véhicules. L'ensemble, très largement plus solide qu'en 1969, représente alors entre cinq et six fois la force résiduelle des rebelles [8].

La ligne d'opération administrative

En parallèle à l'action militaire, le ministère de la coopération forme également la Mission pour la réforme administrative (MRA) afin de réorganiser l'administration tchadienne mais aussi d'aller au plus près de la population pour l'aider. La France considère en effet que là se trouve la racine du mal et elle impose sa réorganisation sous sa tutelle comme condition de son aide.

Confiée au gouverneur Pierre Lami, la MRA est conçue comme une force d'assistance technique d'une soixantaine d'administrateurs civils et surtout de militaires français implantés dans les préfectures, sous-préfectures ou les cantons, pour y superviser l'action des fonctionnaires. Au niveau le plus élevé, Pierre Lami est membre du Comité de défense civilo-militaire et traite directement avec le président Tombalbaye. Dès le printemps 1970, il obtient de lui la création d'une inspection générale de l'administration, une plus grande diversification ethnique dans le choix des fonctionnaires, la reconnaissance, sous la subordination des préfets, d'un statut particulier des chefferies traditionnelles en matière de justice et de police. Il tente même d'influer la politique intérieure vers plus d'ouverture et de pluralisme ethnique. Il obtient ainsi la libération d'une trentaine de prisonniers politiques.

Pendant ce temps, au niveau le plus bas, plusieurs dizaines de sous-officiers parcourent les villages pour essayer d'y satisfaire les doléances (puits, pistes, greniers à mil, dispensaires, soins médicaux, stations de pompage, etc.) et aider à la mise en place de milices de dix à vingt hommes. Les travaux d'infrastructure nécessaires aux opérations militaires, sur les aérodromes ou les routes du sud, qui fournissent un travail rémunéré par la France sont également gérés par eux.

Ce plan ambitieux se heurte néanmoins à de grandes difficultés. La première, problème récurrent des « actions globales de pacification », est que l'action civile n'est pas à la hauteur de l'action

militaire. Outre que le soutien économique de la France est faible, le ministère de la Coopération a de grandes difficultés à armer la MRA de personnel civil en nombre et en qualité. Les volontaires sont peu nombreux et pour la plupart ne connaissent rien au pays. Le ministère de la coopération doit donc faire appel à nouveau aux militaires pour aller dans les villages.

La réforme de l'administration suscite également une inertie sinon une opposition affichée des ministères et des hauts-fonctionnaires tchadiens, gênés dans leurs avantages ou simplement réticents à cette nouvelle présence française quelques années seulement après l'indépendance. Les conseillers civils manquent de réels moyens de pression sur les préfets. Le centre de gravité de cet axe d'effort est alors le soutien du Président Tombalbaye, seul à même de transcender ces blocages, mais outre qu'il doit tenir compte de ses impératifs de politique intérieure, sa nomination comme président de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) en janvier 1970 détourne en grande partie son attention de ces questions.

Les relations de la MRA ne sont pas forcément meilleures avec le général Cortadellas qui se plaint des différences de traitements et de conditions de vie entre les civils et les militaires français au Tchad. Plus sérieusement, la MRA entreprend la constitution de petites milices, ou goums, de protection des villages mais aussi au profit des sultans et des chefs de canton. Le DMT demande à avoir la main sur ces forces, Pierre Lami s'y refuse. Inversement, ce dernier demande à orienter les opérations militaires en fonction de projets de développement économiques ou de considérations de politique intérieure.

Lorsque Pierre Lami est remplacé en avril 1970 par Henri Paillard, les ambitions de la MRA sont revues largement à la baisse, se résumant de plus en plus à une simple aide à la population (la « politique des puits »). Cette action, qui s'apparente à celle des sections administratives spécialisées (SAS) en Algérie ne peut réellement s'effectuer que dans les régions sécurisées. Se faisant, elle contribue ensuite à son tour au développement de la sécurité. Pour autant, cette mission ne résout que partiellement les problèmes de fond. La population reste administrée par les mêmes

fonctionnaires et rapidement, lorsque les Français quittent le territoire, avec sensiblement les mêmes abus.

L'axe diplomatique

Un autre d'effort essentiel porte sur les voisins du Tchad et le soutien qu'ils peuvent ou non apporter à la rébellion, parfois involontairement, les frontières étant très perméables. Ces pays sont eux-mêmes pratiquement tous troublés par leurs propres luttes internes. Le Cameroun, où se trouve avec Douala une base arrière importante pour la France, se déclare neutre ainsi qu'au moins partiellement le Nigéria, en proie à la sécession des Ibos. Les relations du Tchad avec la République centrafricaine (RCA) s'améliorent et le Zaïre est de son côté pleinement allié, envisageant même une intervention de ses forces armées. Les deux principaux protagonistes sont le Soudan du Président Nimeiry, en proie à une guerre très violente dans le Sud mais avec une forte diaspora tchadienne au Darfour et la Libye du roi Idriss puis surtout du colonel Kadhafi qui prend le pouvoir en 1969. Leur attitude vis-à-vis de la rébellion tchadienne conditionne largement la puissance de celle-ci.

La vision du colonel Kadhafi sur le Tchad est alors très ambiguë. Il poursuit initialement la politique de son prédécesseur d'aide modérée aux rebelles tchadiens, accueillant toujours le Derdé, en qui au moins les Français voient toujours un interlocuteur important. La France joue également sur les ambitions de Kadhafi en lui proposant de fructueux contrats d'armement. La clé reste cependant Tombalbaye. Fin août 1971, sous le prétexte d'une tentative de coup d'État, le gouvernement tchadien rompt ses relations diplomatiques avec la Libye. Tripoli reconnaît alors le Frolinat et officialise son aide. Un an plus tard, Tombalbaye qui veut se dégager de ses sauveurs français devenus encombrants, renoue le contact. Kadhafi réduit alors son soutien au Frolinat en espérant obtenir en échange la bande d'Aouzou qu'il revendique.

Les premières opérations militaires

Le 2^e REP est motorisé au camp Dubut et engagé dès le 24 avril 1969 dans la province centre-sud du Guéra, à Mongo et à Mangalmé, point d'origine de la rébellion. On espère ainsi montrer la détermination à restaurer l'autorité de l'Etat et peut-être provoquer

un choc psychologique sans avoir à combattre. Ce n'est pas le cas. Dès le 29 avril, la 2^e compagnie du REP tombe dans une embuscade. Mal organisés, les rebelles perdent plusieurs dizaines d'hommes sans aucune perte pour les légionnaires.

L'EMT 1 est ensuite basé à Mongo, accessible pas tous les temps aux aéronefs, et peut ainsi contrôler les axes Est-Ouest de Fort-Lamy à la frontière soudanaise par Abéché mais aussi Nord-Sud d'Ati à la frontière centrafricaine via Am Timan et Fort Archambault (Sahr). Il y est renforcé d'un DIH et cinq dépôts-relais de carburant sont installés dans un rayon de 150 km. A partir des bases de Fort-Lamy et Mongo, les forces françaises se trouvent ainsi en position de ligne intérieure face aux deux « armées » du Frolinat. Celles-ci ne se coordonnant pas, il sera alors possible de faire basculer les efforts d'une zone à l'autre. Dans l'immédiat, la priorité est accordée au sud. Le 6^e RIAOM de son côté est engagé dans le secteur opérationnel du Chari Baguirmi, au sud-est de Fort-Lamy.

La mission générale devient plus offensive et consiste à « *casser des bandes de 200 à 300 hommes, mal armés et peu aptes à la manœuvre, puis de détruire les groupes qui les composent* » afin de les mettre à la portée des forces de sécurité tchadiennes et de faciliter la reprise d'une activité civile normale. Le mode d'action privilégié est la « nomadisation », c'est-à-dire la traque de l'ennemi par des sections isolées se déplaçant de village en village (parfois à cheval comme une section du REP) afin de trouver des indices de présence ennemie ou des renseignements de la part de la population. Dans les zones suspectes, les sections-nomades peuvent bénéficier de l'appui à la recherche des avions légers, et lorsque une bande ennemie est décelée, les unités sur place ont pour mission au mieux de la suivre ou pire de la fixer par le combat si elles sont repérées, le temps de réaliser un bouclage avec l'héliportage des sections en alerte dans les bases.

Les combats sont cependant limités dans les premiers mois. Après la déconvenue des accrochages initiaux, les rebelles évitent le combat avec les Français. Surtout, la saison des pluies de la fin juin au mois de septembre réduit les capacités de mouvements, notamment dans le ciel, au moins dans le Sud. En quatre mois de présence, le 2^e REP revendique l'élimination de 400 combattants

ennemis, ce qui est tactiquement remarquable surtout que cela est obtenu pratiquement sans perte française, mais très insuffisant au niveau opérationnel pour changer le rapport de forces face à une rébellion qui dispose de 3 à 5 000 combattants, recrute en permanence et dispose de bases dans les pays voisins.

Dans le Nord, les quatre garnisons de Faya-Largeau, Bardaï, Zouar et Fada sont tenues, le reste de la région est aux rebelles. Au début de septembre, la situation est telle qu'elle impose une opération de reprise de contrôle des palmeraies à l'ouest de Faya-Largeau. L'opération engage pour la première fois l'escadrille 1/21, la CPIMa et une compagnie de l'ANT. Celle-ci est composée du peloton de découverte et de combat, qui regroupe surtout des moyens d'appui (mortiers, canons sans-recul et mitrailleuses), d'une section nomade et surtout de la section d'intervention commandée par l'adjudant-chef Renzi. Elles sont rejointes par une compagnie du REP. Toute la région de Kirmidi et de N'Gourma est fouillée. Les accrochages, où, le 7 septembre, tombe pour la première fois un soldat français, sont nombreux. Le 14 septembre, une deuxième opération est lancée pour cette fois évacuer le poste d'Ounianga-Kébir, dans les palmeraies du nord, dont la situation est jugée intenable. L'évacuation est réalisée par le REP et achevée le 15. Le 18 septembre, les deux compagnies françaises sont retirées du BET. Au total, les rebelles ont eu 41 morts, 15 blessés et 1 prisonnier, pour 1 mort et 4 blessés côté français. Une bande ennemie a été éclatée et neutralisée dans le Borkou mais les palmeraies du nord, qui commandent une grande part du commerce avec la Libye sont toujours aux mains des rebelles. La situation dans le BET reste donc très délicate.

Imaginée comme un « coup de poing » de quelques semaines, l'intervention française s'avère plus difficile que prévue. La restructuration de l'ANT et de la réforme de l'administration demandent du temps avant de produire des effets. Sur le terrain, l'action du 2^e REP et du 6^e RIAOM n'a pas permis de changer suffisamment le rapport de forces afin de permettre aux forces locales de prendre à leur compte la sécurité et à l'action civile de s'exercer plus efficacement. Au terme du délai, assez flou en fait, fixé à l'opération rien n'est donc résolu. Il n'est pas possible de se

replier maintenant tandis les moyens et les modes d'action actuels sont insuffisants. Il n'est donc guère d'autre solution que de poursuivre l'opération avec un surcroît de ressources.

La pacification du Sud

Accusé de « faire la guerre du bout des doigts et en gants blancs [9]» et entretenant surtout de très mauvaises relations avec les autorités tchadiennes, le général Arnaud est remplacé le 29 septembre 1969 par le général Cortadellas, commandant de la 25^e brigade parachutiste.

La structure de commandement est modifiée. Profitant de bien meilleures relations avec le Président Tombalbaye, le nouveau DMT obtient la fusion de l'Etat-major interarmées (EMIA) français avec l'Etat-major national tchadien (EMNAT) pour former état-major mixte franco-tchadien (EMFT). Le général Cortadellas devient commandant unique des forces françaises et tchadiennes sous l'autorité du Comité de défense franco-tchadien, co-présidé par l'ambassadeur de France et le Président tchadien. Le DMT est également conseiller militaire de ce dernier.

A partir du 22 octobre 1969, deux autres compagnies du REP et d'une compagnie de marche de la Légion étrangère (CMLE) arrivent en renfort depuis la métropole. Renforcé d'une compagnie de l'ANT, le nouvel EMT 2 est mis en place à Fort Archambault (Sahr) et à Am-Timan tandis qu'une compagnie du REP et une compagnie de l'ANT forment l'EMT 4 à Abéché. Les quatre préfectures du sud-ouest sont ainsi prises en compte par trois groupements franco-tchadiens. Des petits états-majors mixtes de préfecture (EMMP) y sont mis en place auprès des préfets afin de coordonner l'action de toutes les forces de sécurité. Le 6^e RIAOM, de son côté, forme l'EMT 5, placé en réserve générale à Fort-Lamy tandis que l'EMT 3, formé essentiellement de l'ANT et d'une section du REP occupe le BET, avec Faya-Largeau comme base principale. Le contingent français est alors de 2 500 hommes dont 1 600 de l'armée de terre, répartis entre les six unités élémentaires (cinq compagnies et un escadron) et l'assistance militaire. Un tiers des effectifs appartient à l'armée de l'Air dont les moyens sont également accrus.

Grâce à ce surcroît de ressources et à la liberté d'action dont il dispose, la DMT décide de sérier des efforts, à la manière du plan Challe en Algérie dix ans plus tôt. Le premier effort sera mené sur le Sud pendant la saison sèche qui débute en octobre 1969. C'est le « Tchad utile » où se concentre la majeure partie de la population et où l'action civile peut porter le plus facilement ses fruits. L'effort sera porté ensuite sur le BET, plus difficile.

L'idée de manœuvre est de sécuriser progressivement les zones autour des centres administratifs. Le mode d'action principal reste la recherche décentralisée par nomadisation suivie d'une concentration rapide autour de l'ennemi décelé puis de sa destruction. Une fois un secteur vidé de toute bande armée, les unités françaises se désengagent laissant le premier rôle aux forces territoriales de la Garde nomade ou, sur réquisition de la Gendarmerie et même des CTS, en conjonction avec les groupes d'autodéfense de dix à vingt hommes armés mis en place dans les villages [10].

En réalité, la toute première opération de la saison sèche ne vise pas le Frolinat mais une mutinerie de gardes nationaux impayés depuis un an. Le 20 octobre 1969, la 3^e compagnie du REP est engagée pour la désarmer et réalise à cette occasion la seule opération aéroportée (OAP) du régiment durant son séjour (une section larguée à Hazare), opération par défaut, la région étant alors au-delà du rayon d'action des hélicoptères. La mission est remplie sans combat.

Pendant toute la saison sèche, les trois EMT du Sud-Est et la CPIMA multiplient les opérations. Leur action est facilitée par les divisions de la rébellion. Pendant toute la période le FLT et le Frolinat s'affrontent dans les préfectures Est de Ouaddaï et de Biltine jusqu'à la victoire définitive du dernier. Mais le Frolinat lui-même se scinde dans le Ouaddaï avec l'apparition du Frolinat Volcan, dirigée par Mohamed al-Baghalani. Les Maubis initiateurs de la rébellion ne tardent pas non plus à se couper du Frolinat et à négocier directement avec le gouvernement. Au début de 1972, après la destruction de campements nomades par le Frolinat, la tribu arabe des Missirié fait à son tour allégeance au pouvoir et forme une milice.

Non seulement la rébellion est divisée mais ses forces sont fragmentées et peu mobiles, les recrues n'aiment ni s'éloigner de leur région d'origine, ni se mélanger avec d'autres ethnies. Dans ces conditions malgré un nombre total de combattants supérieur au corps expéditionnaire français et aux unités opérationnelles de l'ANT, le Frolinat ne parvient pas à agir de manière coordonnée sur l'ensemble du territoire. Il peut mener des attaques locales mais pas d'offensive générale, laissant l'initiative opérative aux forces de manœuvre franco-tchadiennes.

Au fur et à mesure de la progression française, la MRA multiplie les projets d'aide à la population, remet en place une administration locale, y compris les chefferies traditionnelles des sultans. En décembre 1969, il est possible d'organiser des élections législatives avec une présence accrue des musulmans. Le maillage des forces de sécurité locales s'étend. En juin 1970, il y a plus de 60 milices villageoises alors que 20 sections nomades et 5 gendarmeries ont été reconstituées.

Le Frolinat perd progressivement le contact avec la population. Dès mars 1970, la situation est suffisamment pacifiée dans ces régions pour ne relever qu'un seul des deux EMT de Légion étrangère. En avril 1970, le 3^e Régiment d'infanterie de marine (RIMa) s'installe à Mongo, Biltine et Am-Imam, tandis que l'EMT 2 est déplacé à Ati et Bokoro, au milieu de l'axe central Fort-Lamy-Abéché. Le 3^e RIMa continue la politique de nomadisation et de traque menée par le 2^e REP jusqu'à obtenir la fin des opérations militaires du Frolinat au moment de la saison des pluies. Avec la fin des bandes rebelles, sa mission évolue vers le soutien de la MRA avec l'aide aux populations, la formation des milices, dont le nombre dépasse la centaine à la fin de 1971, et l'incitation au ralliement. Une de ses compagnies est envoyée en renfort au 6^e RIAOM.

La campagne du BET et l'embuscade de Bedo

La situation reste cependant très tendue dans le Nord du pays pendant toute la période. En mars 1970, après l'opération *Améthyste* visant à nouveau à ratisser, sans grand effet, les palmeraies à l'ouest de Faya-Largeau, le DMT lance *Éphémère*, destinée à reprendre le contrôle d'Ounianga-Kébir et de toute la dépression

jalonnée de palmeraies de 15 à 40 km de large sur 160 km de long à l'extrême-nord du pays. Le contrôle de ce point de passage obligé vers la Libye permettrait à la fois de désenclaver le commerce du Tchad vers le Nord et dans le même temps de limiter l'approvisionnement du Frolinat.

La zone est tenue par une bande de 140 combattants rebelles et leurs familles. Pour la réduire, deux compagnies sont lancées depuis Faya-Largeau aux deux extrémités de la zone. La première est une unité de marche de l'EMT 3 composée d'une section du REP et de deux sections de l'ANT (PRDC et section Renzi). Malgré une tempête de sable, elle rejoint d'Ounianga-Kébir par la route sud le 23 mars. Pendant ce temps, la CPIMa est aérotransportée sur une piste à Gouro, 100 km plus à l'ouest, et après avoir récupéré des véhicules disparates sur place, elle converge vers la colonne de l'EMT 3. Le contact est pris presque immédiatement avec la bande rebelle, qui est refoulée dans la zone des lacs à l'est des palmeraies. Elle y est traquée dans une série de bouclages héliportés des commandos de la CPIMa. Le 30 mars, l'opération est terminée. La zone d'Ounianga est de nouveau sous contrôle de l'ANT. Avec 84 morts (donc certains portent des décorations françaises) et 28 prisonniers, la bande rebelle est détruite mais aussi une grande partie de la palmeraie avec l'emploi du napalm [11]. Les pertes franco-tchadiennes sont de sept tués, six Français et un Tchadien, et dix blessés [12], le plus souvent dans les premiers instants des rencontres à très courte distance dans les palmeraies. L'opération *Ephémère* est prolongée de l'opération *Basalte* dans le massif de l'Ennedi, moins importante et sans grand résultat, la bande ennemie ayant évacué la zone avant l'arrivée des Français.

En août 1970, les rebelles contre-attaquent et harcèlent les postes de l'ANT dans tout le BET. La CPIMa est à nouveau déployée pendant trois mois dans le Nord pour effectuer des opérations de dégagement. Un premier commando est engagé dès le 7 août avec une section de l'ANT afin de dégager, à nouveau, la route entre Ounianga-Kébir et Gouro. Le petit groupement est sévèrement accroché à l'arrivée devant Gourou et perd un lieutenant français tué et quatre blessés. Il est sauvé par l'intervention d'un autre

commando de la CPIMa et des AD-4. C'est le dernier engagement d'une section française isolée dans le BET.

La CPIMa au complet est ensuite engagée fin septembre dans la région de Zouar, au sud du Tibesti et près du Niger, où un de ses commandos doit, avec une section de gardes nomades, défendre durement la piste d'aviation. En octobre, la compagnie reçoit l'ordre de nettoyer la ligne des palmeraies s'étendant entre 50 et 120 km au nord-ouest de Faya-Largeau. Le 11, après une nuit placée en embuscades dans les environs et sans avoir rencontré l'ennemi, l'unité au complet (trois commandos et une section de commandement et d'appui) se replie en camions sur Faya-Largeau. A 16h30, à mi-chemin entre Bedo et Kirdimi la compagnie longe un mouvement de terrain sablonneux et rocheux lorsqu'un feu nourri stoppe la section de tête du lieutenant Neau et fixe l'unité sur un kilomètre de long.

L'unité est surprise car le mouvement de terrain, isolé, n'est pas propice à une embuscade. La bande rebelle est forte d'une centaine de combattants, équipés de plusieurs mitrailleuses légères. Alors qu'on ne parvient pas à obtenir un appui aérien, la situation est finalement renversée par le 4^e commando en queue de colonne et hors de la nasse qui peut remonter le mouvement de terrain et peut dégager le 3^e commando et la section de commandement avec son canon de 75 mm sans recul. Il faut néanmoins encore deux heures pour parvenir à dégager le commando de tête qui a subi la majorité des pertes. A la tombée de la nuit, la CPIMa s'installe en position défensive, éclairée par les fusées (« lucioles ») larguées pendant des heures par un Nord 2501, tandis que le sous-lieutenant Bernard Koszela et son Alouette II guidé par un AD4 brave le sable et la nuit à plusieurs reprises pour évacuer onze blessés graves sur douze. Au lever du jour, la compagnie nettoie les environs et trouve 30 cadavres. Par la suite, les tombes retrouvées dans le secteur et les interrogatoires de prisonniers permettent de déterminer que la bande rebelle a subi de lourdes pertes. Les pertes françaises s'élèvent à 11 morts et 25 blessés dont un décèdera par la suite. Deux heures de combat ont donc suffi pour provoquer presque un tiers des pertes françaises de toute la guerre.

L'évènement provoque une grande émotion en France et un violent débat politique. Preuve est ainsi faite qu'une erreur tactique ennemie peut constituer pour lui un succès stratégique dès lors qu'il est parvenu à tuer un nombre suffisant de soldats français dans un seul engagement. Dans l'absolu, seize ans seulement après la bataille de Dien Bien Phu et huit ans après la guerre d'Algérie, où dix soldats français tombaient en moyenne chaque jour, les pertes du combat de Bedo sont faibles. Elles sont cependant suffisantes pour attirer l'attention des médias sur un conflit que l'on souhaitait garder peu visible et susciter un vif débat politique qui ne manque pas d'influer sur la suite des opérations. *Paris Match*, le plus grand hebdomadaire de l'époque, publie en double page la photo des onze cercueils alignés au camp Dubut. Beaucoup de Français découvrent alors que personne ne leur avait dit que leur pays était en guerre. Pour tenter de minimiser l'évènement, un ministre ose déclarer au journal télévisé qu'il fallait se rassurer car il ne s'agissait pas de soldats appelés. Les soldats blessés sont évacués de nuit à Paris et les soldats pourtant « morts pour la France » ne font l'objet d'aucune cérémonie en métropole. Il faut la mort du général de Gaulle, le 9 novembre suivant, pour écarter à nouveau la guerre des médias.

Quelques jours seulement après l'embuscade de Bedo, l'opération *Picardie* est lancée dans l'Ennedi et surtout le Tibesti avec la CPIMa, renforcée d'un nouveau commando issu du 8^e RPIMa et d'un peloton d'automitrailleuses, ainsi que d'une compagnie tchadienne de l'EMT3. Les moyens aériens comprennent trois AD-4, un Nord 2501, une Alouette et un DIH de trois hélicoptères cargos et d'un Pirate. Du 21 au 24 octobre 1970, les postes de Mourso et Gabroa, qui ne peuvent plus être ravitaillés que par air dans le Tibesti, sont repliés sur Zouar, au sud du massif. Plus de 40 rebelles sont tués et deux sont faits prisonniers. Les renseignements obtenus permettent de lancer dans la foulée un raid hélicoptéré sur Goubone, base arrière rebelle à 70 km au nord-est de Zouar. Appuyés par deux AD-4, deux commandos et une section du 2^e REP sont engagés et détruisent la bande sur la base. Treize rebelles sont tués et quatre sont faits prisonniers. De nombreuses armes et documents sont pris. La dernière opération est lancée en novembre et permet de dégager Fada sans combat.

Au terme de cette longue séquence opérationnelle, 20 soldats français ont été tués pour des résultats mitigés. Les rebelles ont peut-être perdu un cinquième de leurs effectifs combattants mais rien de décisif n'a été obtenu contre eux. Les mêmes trois grandes bandes sont toujours présentes dans le BET. Au nord-ouest, l'une d'entre telle est éclatée en sections dans le massif du Tibesti, carrefour important de pistes vers la Libye et le Niger, et menace Zouar. Une autre, un peu moins importante, est à nouveau présente dans les palmeraies de Bedo et Kouroudi. La troisième est dans le massif de l'Ennedi et menace Fada. Le seul résultat tangible est la reprise des palmeraies de l'Ounianga mais il est très fragile.

Bison

Au début de 1971, considérant qu'il s'agit surtout d'une question de moyens, Paris envoie des renforts et ordonne au général Cortadellas de reprendre l'offensive dans le BET. En « mettant le paquet » on espère au mieux détruire enfin les bandes rebelles, au pire leur imposer une pression suffisante pour obliger les rebelles à négocier dans des conditions favorables.

Des moyens importants sont donc réunis à Faya-Largeau sous les ordres du colonel Gagnaux pour cette opération baptisée *Bison*, que l'on espère décisive : l'élément de manœuvre au sol est formé du 6^e RIAOM au complet avec la 6^e CPIMa, le 60^e escadron blindé (EBIMa) et la compagnie motorisée fournie par un renfort du 3^e RIMa. La composante aérienne a été renforcée de la flottille 33-F de l'aéronavale, composée de douze HSS (H-34 version Marine). Il y a alors 18 hélicoptères (17 H-34 ou HSS et une Alouette-II PC), 4 AD-A Skyraider et 6 avions de transport (4 Nord-2501 et deux C-160 Transall) avec la section de ravitaillement par air de la CPIMa. La rame logistique représente de son côté plus de 100 véhicules. Au total, près de 1 000 soldats français et 350 tchadiens sont présents sur la base de Faya Largeau [13], soit plus de la moitié de la capacité de manœuvre française totale disponible.

Bison se déroule en trois phases. *Bison Alpha* consiste en un raid aéromobile de la CPIMa dans les palmeraies autour de Bedo au Nord-Ouest de Faya-Largeau. Du 11 au 18 janvier, les commandos sont héliportés dans toute la zone mais ne parviennent pas à établir

le contact. La bande de Mahamat Koné, forte d'une centaine d'hommes, a évacué la zone avant l'arrivée des Français. Le bilan se limite à deux suspects arrêtés et la saisie de 300 kg de vivres.

Bison Bravo, réalisée entre le 21 et le 27 janvier, vise les palmeraies au pied de l'Emi-Koussi, point haut du Tibesti. Un raid aéromobile est organisé le 22 sur Mayounga, où une bande de 40 à 50 rebelles a été signalée par un rallié. Il s'effectue en deux temps : deux C-160 Transall se posent avec la CPIMa sur une grande plaque de basalte au sud de Gouro, sécurisée au préalable par une section tchadienne. La plaque est immédiatement transformée en base provisoire avec plot de carburant et antenne chirurgicale. Les dix hélicoptères (8 cargos, 1 canon, 1 Al-II) venus à vide y font le plein et embarquent les commandos en direction de Mayounga, 50 kilomètres plus loin. Pendant ce temps, les C-160 repartent à Faya-Largeau chercher deux sections du 3e RIMa et le ravitaillement.

En cours de vol, les rebelles sont localisés sur un promontoire rocheux loin du point initialement prévu. Le plan est modifié mais le renseignement n'est pas répercuté à temps à tous les hélicoptères. Certains groupes se posent sans connaître la proximité de l'ennemi. Le sergent-chef Cortadellas, fils du général, est tué dès sa sortie de l'appareil. Deux AD-4, en alerte en vol à 30 km, interviennent sur la position. A 10 h, deux heures après le contact, l'arrivée des 2^e et 3^e rotations héliportées permet de boucler la zone, mais la prise de la position rebelle s'avère impossible. Le H-34 Pirate, touché, doit de se poser à 800 mètres des rebelles. Il est protégé par les AD-4 qui en interdisent l'approche. A la tombée de la nuit, alors que le Nord-2501 chargé de l'éclairage de la zone n'est pas encore arrivé, les rebelles parviennent à s'exfiltrer. Au total, deux Français ont été tués et trois autres blessés pour une douzaine de rebelles tués et trois prisonniers [14].

Bison Charlie, interrompue entre le 12 et le 19 février afin de favoriser les négociations en cours avec le Derdé, se déroule du 9 février au 10 mars. Cette phase consiste en trois raids de fouille dans le Tibesti sans aucun résultat.

Le 14 mars 1971, l'opération *Bison* prend fin sur un constat d'échec. Les bandes rebelles ont échappé aux attaques. Avec un relief

difficile et une population rare et plutôt hostile, il est particulièrement difficile de disposer des renseignements nécessaires pour avoir l'initiative des opérations. La consolidation avec les forces paramilitaires ne peut pas se faire, comme dans le Sud, et l'ANT reste en position délicate dans le BET. L'escadrille 33-F rembarque sur le porte-avions Foch le 23 mars.

La dernière grande opération dans le Nord survient en juin 1971. Le 7, la CPIMa est aérotransportée à Faya-Largeau. Le 10, une bande est signalée par la population de la ville après des exactions. La compagnie parachutiste loue cinq camions civils gros porteurs afin de se déplacer ainsi qu'avec le carburant nécessaire aux hélicoptères. Elle s'installe en base provisoire à Bedo où elle est rejointe par une DIH (4 H-34, 1 Pirate et 1 Alouette II PC) et appuyée par une patrouille d'AD-4 en alerte à Faya-Largeau. Une première fouille des palmeraies permet de capturer deux déserteurs qui affirment que la bande du Barkou, environ 150 hommes, s'est réfugiée à Kouroudi, 40 km plus au nord. C'est le groupe qui a organisé l'embuscade de l'année précédente à Bedo et qui a échappé à *Bison* quelques semaines plus tôt. La zone est bouclée par héliportages, puis réduite par un assaut appuyé par Pirate et AD-4. Les rebelles sont réfugiés dans les monticules rocheux au centre de la zone et résistent jusqu'à la nuit. Comme à Moyounga, le décalage entre la tombée de la nuit et l'arrivée tardive du Nord 2501 « luciole » permet à ce qui reste de la bande de s'exfiltrer. Le lendemain, la compagnie parachutiste, qui a perdu deux tués et six blessés, dénombre 55 cadavres ennemis et 35 blessés graves.

Les derniers combats

Au total, toutes les opérations menées dans le BET depuis septembre 1969 ont représenté plus des deux-tiers des pertes françaises de la guerre sans obtenir de résultats opérationnels. Le contrôle du terrain n'a pas progressé et les pertes rebelles ont toujours été compensées.

Le gouvernement français refusant un engagement beaucoup plus important et les moyens manquant de toute façon pour le faire, il est alors décidé de se contenter d'appuyer et soutenir l'archipel des garnisons de l'ANT et, selon l'expression du général Cortadellas de

« laisser les rebelles à leurs cailloux ». Si elles sont difficiles à réduire dans le BET, les bandes toubous n'ont alors aucune possibilité de mener des attaques plus au sud. Le terrain et la population leur sont beaucoup moins favorables et elles n'auraient aucune chance face aux forces d'intervention françaises.

A la fin du mois de juin 1971, le volume des forces françaises est pratiquement revenu au niveau de mars 1969, avant l'intervention du dispositif *Guépard*, à l'exception d'une compagnie du 3^e RIMa en renforcement du 6^e RIAOM. Trois groupements tchadiens, encore commandés par des Français, ont alors relevé les EMT français hors de Fort-Lamy. La situation paraît néanmoins stabilisée, au moins jusqu'en février 1972 lorsque le Frolinat, après s'être rééquipé au Darfour avec l'aide libyenne, lance une bande forte de 320 combattants à l'intérieur du Ouaddaï. C'est alors le raid le plus important mené par la rébellion. L'opération *Languedoc* est lancée pour la contrer. Elle est centrée autour de Mangalmé où la compagnie para-commando n°1 de l'armée tchadienne est placée en réserve d'intervention. La compagnie motorisée du 3^e RIMa, est installée en surveillance du Nord-Ouest de Mangalmé et la CPIMa à l'Est face à la frontière soudanaise. Complétées par l'action de plusieurs pelotons à cheval de la Garde nationale, les sections des deux compagnies françaises nomadisent à partir du 12 février à la recherche de l'ennemi.

Le premier contact est établi le 14 février par la compagnie motorisée dans la région d'El-Krenek. Le 3^e RIMa accroche une petite bande rebelle, tue sept combattants et fait un prisonnier. Le lendemain, un commando de la CPIMa décèle des traces de présence d'une forte bande près du village d'Am-Dagachi. La compagnie est immédiatement rassemblée dans la zone et éclatée non plus en section mais en groupes de recherche. Le 18, l'un d'entre eux finit par entrer en contact avec la bande venue du Soudan dans une palmeraie au sud-est d'Am-Dagachi, Le rapport de forces est alors très défavorable. L'intervention rapide de la compagnie et du DIH de Mongo permet de redonner l'avantage au Français en particulier grâce au H-34 Pirate, alors que l'imbrication interdit l'emploi des AD-4. La coordination air-sol est assurée depuis un avion léger PA 22 Tri-Pacer qui s'écrase finalement, tuant son

pilote et les deux officiers à bord. Les tirs ennemis ont été nourris, le H-34 Pirate et un H-34 Cargo ont été touchés, mais il n'est pas évident qu'ils soient à l'origine du crash. La bande rebelle subit de forte de pertes, 49 tués et 7 prisonniers, avant de se replier au Soudan [15]. Le 24 février, une nouvelle bande est repérée dans la région d'Ouzine, une centaine de kilomètres plus au sud. Elle se replie dès l'arrivée des forces françaises perdant néanmoins une dizaine de combattants.

A la fin du mois de février 1972, le DMT demande des renforts pour pouvoir faire face au surcroît d'activité de la rébellion depuis le Soudan. Il obtient 150 hommes de la 11^e division parachutiste mais le Président Tombalbaye exige que la nouvelle opération prévue, baptisée *Dauphine*, soit réalisée par l'ANT, à l'exception d'un commando de la CPIMa et de l'appui aérien. *Dauphine* est menée du 2 au 9 mars avec trois compagnies de l'ANT selon le modèle de *Languedoc* et avec le même succès. Les bandes rebelles sont à nouveau repoussées avec pertes.

Le désengagement

A l'été 1972, la rébellion est très affaiblie. En trois ans de combats, les rebelles ont perdu 3 800 combattants et ce qui reste du Frolinat est très divisé. Au Sud et à l'Est, la 1^{ère} armée ne représente plus qu'environ 1 300 combattants, dont un quart équipés d'armes de guerre, répartis dans une dizaine de groupes à l'intérieur ou aux frontières du Soudan et de la République centrafricaine. Le FLT ne représente plus que 80 combattants dans la région d'Abéché.

Au Nord, la rébellion aligne 500 combattants, presque entièrement équipés d'armes de guerre, qui se répartissent dans les trois départements du BET, avec une influence particulière dans le Tibesti et une présence plus faible dans l'Ennedi. Cette 2^e armée est sous l'autorité de Goukouni Oueddi qui conteste celle d'Abba Siddick, comme leader du Frolinat et ne cache pas son mépris pour les rebelles du Sud. La Libye est alors le principal soutien de la rébellion mais la coupure entre Siddick, qui y séjourne, et Goukouni puis le rétablissement des relations entre le colonel Kadhafi, le Tchad et la France, entraînent une coupure de l'aide aux rebelles du Nord pendant plusieurs années.

Le Frolinat n'est donc pas détruit et il est encore très présent dans le Nord, mais on considère que le « Tchad utile » est désormais sécurisé et que l'ANT, renforcée de 12 compagnies et d'un encadrement désormais à 80 % tchadien, est en mesure de prendre le combat entièrement à son compte avec les 60 sections mobiles de la Garde nomade et les 120 milices d'autodéfense.

Le moment est choisi pour organiser le repli des forces françaises. A l'été 1972, une campagne de relations publiques est organisée avec comme point d'orgue la visite du président Pompidou au Tchad afin de marquer symboliquement la fin de la mission française et sa réussite. **L'EMFT est dissous et à partir du 1^{er} juillet le 6^e RIAOM ne participe plus aux opérations.** Le nombre de conseillers est réduit à 200 à la fin de l'année. Les cadres Tchadiens remplacent progressivement les derniers Français dans les unités. Au 1^{er} septembre 1972, seuls restent confiés à des Français les postes d'encadrement de l'école de Fort-Lamy, du centre d'instruction de Moussoro, les postes d'officiers opération et renseignement de l'état-major de l'ANT afin de former des officiers tchadiens, et les postes de conseiller militaire auprès des préfets dans neuf départements.

Seuls les détachements aériens sont mis à contribution pour quelques missions de transport et d'appui. C'est d'ailleurs le général de l'armée de l'Air Auffray qui relève le général Cortadellas le 28 août 1972. Leur activité est encore importante, de juillet 1972 à juin 1975, l'EAA 1/22 réalise ainsi en moyenne trente-cinq sorties opérationnelles par mois. L'opération la plus importante a lieu d'octobre à décembre 1974 aux environs de Berdoba. Cette opération, baptisée *Koro*, vise à éliminer un important centre d'entraînement des rebelles. Un DIH, équipé cette fois des nouveaux hélicoptères Puma, est déployé dans la préfecture de Biltine, à Iriba, puis engagé le 26 octobre à Berdoba dans l'Ennedi avec une compagnie de l'ANT et l'appui des Skyraider d'Abéché. L'opération dure finalement deux semaines et permet la destruction d'une nouvelle bande rebelle.

Le 4 avril 1975, le Président Tombalbaye est renversé par le général Malloum. A sa demande, au mois d'octobre 1975 toutes les troupes

françaises sont retirées du Tchad.

Synthèse stratégique

L'intervention au Tchad de 1969 et 1972 constitue la première campagne de contre-insurrection menée par les forces françaises dans un pays étranger souverain mais aussi un des très rares exemples de réussite, même relative, dans ce domaine.

Au niveau stratégique, cet engagement correspond en 1969 à une situation imprévue. Le nouveau modèle de défense mis en place après la guerre d'Algérie et décrit *a posteriori* dans le Livre blanc de 1972 ne prévoit pas en effet de grands engagements nationaux hors d'Europe. Adossé à la force de frappe nucléaire, ce modèle consacre la très grande majorité des ressources à la défense des frontières, ce que le général Poirier nommera 1^{er} cercle en 1976, par la dissuasion.

Dans le même temps, la France a mis en place un système d'alliances bilatérales en Afrique qui s'est concrétisé par un ensemble de bases permanentes et un système de forces d'intervention rapide. Ces forces de « 3e cercle », composées uniquement de soldats VSL ou professionnels sont très réduites en volume. Il n'est jamais envisagé en effet que leurs interventions ne dépassent l'échelle d'un bataillon et de quelques aéronefs. Au-delà, on considère que les événements seront suffisamment graves pour justifier une intervention en coalition, comme dans le deuxième cercle de Poirier, celui des intérêts stratégiques. De fait, de 1962 à 1968, l'intervention la plus violente menée par les forces françaises a été la libération du Président M'Ba au Gabon en février 1964.

La France s'est placée en réalité dans une situation de vulnérabilité. Elle est très présente militairement en Afrique et liée par une série d'accords de défense. Il lui est donc difficile de ne pas agir lorsque des événements graves surviennent à proximité de ses soldats. Dans le même temps, quelques années après la décolonisation et la guerre d'Algérie, il n'est pas du tout envisagé de se lancer à nouveau dans des combats, forcément longs, difficiles et surtout impopulaires, contre des rébellions armées. La nouvelle doctrine, les accords de défense eux-mêmes, ne prévoient que la lutte contre des

Etats. En réalité, les conflits en Afrique s'avèrent être le plus souvent intra-étatiques. Il aurait donc été raisonnable d'envisager qu'en étant lié à des Etats fragiles susceptibles surtout d'être confrontés à des rébellions il fut probable d'être engagé militairement à leurs côtés. Dans ce cas-là, les quelques régiments professionnels qui ont été conservés pour les opérations extérieures risquaient d'être insuffisants. La sagesse aurait voulu de disposer d'une réserve d'intervention plus importante afin de faire face à un imprévu doctrinal. Dans le contexte intellectuel de l'époque, refoulant l'expérience des guerres de décolonisation au profit des constructions de la stratégie nucléaire [16] et alors que les effectifs, et particulièrement ceux des soldats professionnels, sont réduits au profit de la constitution de la force de frappe, cela n'a jamais été en fait envisagé.

La contradiction a donc été révélée au Tchad, Etat que l'on n'estimait pas pouvoir laisser s'effondrer alors qu'il faisait face à une rébellion armée. Il a fallu donc improviser et imaginer une manière de mener avec des moyens limités une campagne de contre-insurrection dans un pays étranger souverain et à son profit. Dans l'urgence la campagne a été conçue selon des principes issus de cette guerre d'Algérie, dont personne ne voulait plus entendre parler mais qui constituait le capital d'expérience commun.

Le premier principe a été la subordination des militaires à l'exécutif politique, depuis l'ambassadeur à Fort-Lamy jusqu'au Président de la République, Georges Pompidou, en passant par le puissant ministre de la défense (ministre d'Etat chargé de la Défense nationale) Michel Debré, avec cette difficulté supplémentaire qu'il fallait tenir compte désormais aussi de l'exécutif local, le Président Tombalbaye, et de sa propre vision stratégique.

Le second était l'intégration de l'action militaire directe contre la force armée ennemie dans un projet plus général, que l'on qualifierait aujourd'hui d' « approche globale ». Ce plan de campagne prévoyait de s'attaquer simultanément aux trois pôles de la trinité clausewitzienne (Etat-peuple-armée). Les unités de combat franco-tchadiennes (et progressivement plus tchadiennes que françaises) devaient s'en prendre aux forces rebelles, de fait des bandes armées de quelques dizaines à plus de 300 combattants ; la

MRA s'attachait à réduire les causes de la rébellion auprès de la population, source première de la force du Frolinat par ses recrues et son aide (abris, ressources, renseignements) ; la diplomatie interne et extérieure enfin s'efforçait enfin de convaincre soit les rebelles de déposer les armes, soit les Etats voisins de cesser de les aider.

Cela représentait au total sept axes : combat, formation, réforme administrative, aide à la population, négociations internes, diplomatie et gestion de l'opinion publique française, qui avaient le double mérite, rare, d'être à la fois réalistes et simultanés. On est alors loin des tentatives de transformation profonde des nations en Afghanistan et en Irak depuis 2001 ou de l'intransigeance radicale vis-à-vis d'ennemis avec lesquels il n'est question que de destruction de l'ennemi. Il est vrai que les moyens limités français imposaient de régler les objectifs à leur aune.

Ce plan de campagne réaliste et au bout du compte adapté, présentait évidemment des faiblesses internes que l'action là encore a révélé. Chacun de ces axes d'effort a révélé ses difficultés propres qu'il a fallu résoudre avec plus ou moins de réussite mais il a fallu aussi veiller au maintien de leur cohérence.

La destruction des bandes ennemies ne pouvait se faire par exemple au détriment de la population, au risque sinon de susciter plus de recrues que de combattants éliminés. Cela a pu être évité car les combats se sont déroulés dans la très grande majorité des cas hors des zones habitées et que la puissance de feu déployée par les forces françaises était somme toute réduite, hors l'emploi, psychologiquement, désastreux du napalm dans le BET. En totalisant tous les moyens d'appui disponibles et en premier lieu les AD-4 de l'EAA 1/21, il était inconcevable de projeter plus de quelques dizaines de tonnes de munitions dans une seule opération (cela n'est probablement jamais arrivé), proportion infime par rapport aux normes d'engagement des forces américaines au même moment au Sud-Vietnam.

Surtout, l'instrument premier du combat n'est pas constitué par les appuis-feux mais par les fantassins engagés au contact, ce qui réduit (sans l'éliminer) considérablement les risques de frapper la

population. Cet engagement au sol induit cependant un risque pour les soldats français et donc des pertes peu compatibles avec la faible visibilité que l'on veut maintenir à l'opération. Après la tentation de renoncer à ce combat au sol au profit des seules frappes indirectes (et donc de transférer le risque des soldats vers la population), l'autre danger pour l'efficacité de la campagne était alors de voir un contrôle accru des opérations par l'exécutif politique depuis Paris, comme ce fut le cas par exemple en Afghanistan notamment à partir de 2011. Ce fut plutôt l'inverse qui s'est produit au Tchad avec le relâchement progressif de la contrainte politique sur la conduite des combats, aidé par la découverte que ceux-ci ne pouvaient être évités. Il est vrai que la supériorité tactique des unités françaises permettait de remporter des combats avec des pertes très réduites et même souvent nulles. Les premiers six mois de campagne ont été menés sans un seul soldat français tué au combat.

Malgré ces précautions et la concomitance de tous ces axes d'effort, il a été impossible d'empêcher complètement les problèmes issus de leur concurrence qui était aussi une concurrence entre individus et surtout entre ministères concernés : la défense nationale, la coopération et les affaires étrangères. Les ministères n'ont cessé de lutter entre eux sur leurs périmètres comme la gestion du personnel de l'AMT ou des milices villageoises. Bien que placés nominalement sous l'autorité de l'ambassadeur Fernand Wibaux et d'un comité de défense local, beaucoup de décisions dépendaient surtout de ministres français jaloux de leurs prérogatives et qui se coordonnaient assez peu. Il aurait sans doute été préférable de créer une fonction de ministre-résident doté d'une forte autorité ou d'un proconsul cumulant tous les pouvoirs, à la manière d'un général de Lattre en Indochine, un Marcel Bigeard aurait probablement excellé dans ce rôle. Une telle solution était cependant impossible, tant localement où cela rappelait trop le passé colonial, qu'en métropole, où au plus haut niveau on voulait rester discret et où les ministres n'envisageaient guère de céder du pouvoir.

Cette concurrence franco-française s'est doublée de celle opposant Français et Tchadiens, les premiers venant remplacer ou former les seconds, posture considérée localement à la fois comme humiliante

et néocoloniale mais venant aussi contredire des intérêts particuliers. Il fallut attendre la fin de 1969 pour que le DMT puisse commander l'ensemble des forces franco-tchadiennes sur le territoire et gérer l'ensemble du personnel militaire français qui s'y trouvait. Malgré des tensions persistantes, l'action militaire y a beaucoup gagné en cohérence et efficacité.

Il n'en pas été de même, problème qui sera récurrent, pour l'action civile. Le gouverneur Lami s'est heurté à la fois à un manque de moyens, humains et financiers, et une résistance forte du milieu local. Là où le DMT a pu disposer au maximum de 7 compagnies/escadron et d'une trentaine d'aéronefs, la MRA a dû se contenter de quelques dizaines de personnes, dont la plupart étaient des militaires, et de moyens financiers assez réduits. En 1973, dans un rapport au Sénat, René Monory rappelait que toute l'aide apportée au Tchad sous toutes ses formes en un an permettrait de construire seulement 18 kilomètres d'autoroute en France. Au bilan, si la « politique des puits » réalisée par des sous-officiers dans les villages, appuyée par celles des unités en nomadisation a été une réussite qui a facilité l'action de la force armée et la pacification, plus on s'élevait dans l'échelle administrative et plus les résistances ont été fortes. Un certain nombre d'adaptations, qui étaient souvent des retours à d'anciennes pratiques, ont pu être réalisées contribuant à la pacification mais l'ensemble est resté fragile et surtout dépendant de la présence française ainsi que de l'appui du Président. Les problèmes de fond de la corruption, du clientélisme-népotisme ou de préférence ethnique n'ont pu être vraiment résolus en aussi peu de temps, peu de moyens et surtout peu de volonté locale. Les effets, réels, ne pouvaient qu'en être temporaires.

Synthèse opérative

Malgré ces difficultés, la campagne a pu se dérouler en corrélant à peu près les fins, réduites progressivement à la pacification du centre et du sud du Tchad, les moyens disponibles et les problèmes rencontrés. La posture politique discrète, si elle a induit certaines contraintes, a permis d'éviter une montée aux extrêmes déclaratoire (détruire absolument un ennemi présenté comme le mal absolu, transformer le pays en démocratie avancée) destinée à justifier

l'intervention à l'opinion publique mais engageant aussi d'emblée l'emploi des forces vers des objectifs peu réalistes.

Le plan de campagne, cohérent, a été servi par la division de l'ennemi, division politique d'abord entre factions qui ne s'entendaient pas voire se combattaient mais aussi avec les Etats voisins plus ou moins alliés selon les circonstances, division opérative ensuite entre « armées » régionales et bandes locales limitées à l'action dans une seule préfecture. Loin des schémas maoïstes de montée en puissance progressive jusqu'à l'offensive finale, l'absence de cohérence de la rébellion et sa capacité de manœuvre limitée ont permis aux forces franco-tchadiennes plus cohérentes et mobiles de manœuvrer « en lignes intérieures » entre les forces adverses. On a pu ainsi, exemple rare en contre-insurrection, mener une campagne efficace avec des forces loyalistes inférieures en nombre à celles de l'ennemi. Ce sont ces forces loyalistes qui ont connu une montée en puissance, au moins jusqu'au départ des Français.

Dans le centre et le sud du pays, ce sont finalement ces forces loyalistes et non les rebelles qui ont appliqué le principe chinois de la combinaison de la force ordinaire (le *Cheng*), la sécurité locale statique (bonne administration, gendarmerie, gardes, milices), et de la force extraordinaire (le *Qi*) ou force de manœuvre aéroterrestre, reprenant les principes du plan Challe en Algérie mais dans un cadre stratégique plus clair qu'à l'époque. On a donc multiplié les « opérations » par zone, de la plus facile à la plus difficile, avec des moyens toujours accrus (renforts de la métropole mais surtout remontée en puissance de l'ANT). Cet agencement a parfois été perturbé par les urgences et les interférences politiques, en général pour intervenir dans le BET, mais il a permis effectivement de pacifier la région et de refouler ou contenir l'ennemi dans ses bases étrangères.

C'est dans la région du BET que les problèmes auront été, et de loin, les plus importants. Les Zaghawas à de l'Ennedi et surtout les Toubous du Tibesti ont développé une force de rébellion, très autonome au sein du Frolinat, réduite et divisée mais particulièrement dure, rustique et adaptée au terrain difficile. Surtout cette rébellion bénéficiait du soutien de la population, dont elle est

issue et avec laquelle, il était difficile de la distinguer. Face à un gouvernement et une armée nationale aussi maladroits que faibles, les quelques centaines de combattants plus ou moins bien armés qu'elle représentait manquaient de puissance pour s'emparer de vive force des postes tenus par l'ANT, surtout les principaux, à Faya-Largeau, Fada ou Zouar, mais elle était capable de les assiéger et surtout de tenir le reste du terrain et d'harcéler les axes.

Face à ce défi, les forces françaises se sont trouvées finalement impuissantes, multipliant les opérations de nettoyage, avec moins de succès que dans le Sud et avec plus de pertes, mais ne parvenant pas surtout à transformer ces succès tactiques en contrôle effectif du terrain. La guerre dans le BET s'est révélée être une « guerre de Sisyphe » faite d'un éternel et coûteux retour des unités françaises, et notamment de la CPIMa qui y connut de loin ses pertes les plus importantes. Les rebelles toubous ont provoqué l'« évènement » de l'embuscade de Bedo, échec tactique au regard des pertes respectives (mais avec 3 rebelles tués contre 1 Français il s'agit du rapport de pertes de loin le plus resserré de la campagne) mais succès stratégique par l'émotion qu'il a provoquée en France. Ils ont également fait échouer l'opération *Bison*, la plus importante de la campagne mais aussi la plus stérile. L'intelligence de la France a alors été de ne pas s'obstiner et de ne pas s'engager dans un enlèvement prévisible pour le contrôle d'une zone lointaine et qui ne représentait que 70 000 habitants. Il y avait néanmoins là une contradiction entre la logique opérationnelle et la logique politique locale qui n'envisageait pas, elle, d'abandonner ce territoire. La campagne a alors pris un tour défensif, en contenant l'ennemi, qui ne pouvait être efficace que tant que dureraient le soutien et l'appui, notamment aérien, français.

Synthèse tactique

Au niveau tactique, on a retrouvé là encore les pratiques de la guerre d'Algérie avec d'abord cette volonté d'aller chercher l'ennemi sur son propre terrain et donc de l'imiter. A l'exception du 60^e escadron blindé de marine, équipé d'automitrailleuses, le reste de la force était composée d'infanterie légère. Au bilan, les Français ont perdu 39 morts, toutes causes confondues, dont 26 à la seule

CPIMa, et 102 blessés. Les forces de sécurité tchadienne ont de leur côté déploré 291 morts, 296 blessés et 42 disparus. Les pertes ennemies sont estimées à un total de 5 100 dont 3 800 tués. Le rapport global des pertes est donc de 1 à 7 en faveur des Français et des forces de sécurité tchadiennes. Pour les seuls Français on peut estimer le rapport de pertes entre 1 à 20 et 1 à 40.

Ce résultat remarquable, assez proche de celui de l'opération Serval 41 ans plus tard, témoigne du caractère toujours asymétrique des résultats des combats alors que les forces semblent proches en volume et en qualité. Les bandes rebelles disposaient d'un armement hétéroclite, fait de fusils de chasse ou d'armes de guerre datant souvent de la Seconde Guerre mondiale. Cet armement n'était cependant pas très inférieur au trinôme pistolet-mitrailleur Mat 49-Fusil Fsa 49-56- et mitrailleuse légère AA-56 qui équipait les fantassins français et qui, comme les numéros l'indiquent, datait déjà d'une vingtaine d'années. Encore quelques années et les rebelles auraient été équipés de fusils d'assaut, AK-47 ou FN FAL, pour le coup supérieurs aux armes françaises. Lorsque les Français interviendront à nouveau en 1978, ils seront équipés en urgence de fusils d'assaut SIG-540 suisses pour y faire face. Il n'était pas inconcevable de le faire dès 1969 en acquérant des fusils d'assaut belges FN FAL ou des G3 allemands, sans parler des M-16 américains inaccessibles politiquement. L'achat sur étagère de 2 000 fusils d'assaut aurait permis d'accroître sensiblement l'efficacité au combat et donc sans doute aussi de sauver des vies françaises pour un coût minime. Cela n'a pas été le cas, en grande partie par rigidité organisationnelle.

Néanmoins, ce qu'il faut retenir est que la supériorité en combat rapproché des groupes et sections d'infanterie, où les vétérans de l'Algérie étaient nombreux, a été la condition première de l'accomplissement du reste du plan jusqu'au niveau le plus élevé. La certitude qu'une section voire un groupe de combat était capable de résister à une bande ennemie le temps pour les renforts d'intervenir permettait de multiplier les zones de traque et donc la probabilité de trouver un ennemi qui se déplaçait lui en bandes complètes. Une fois cet ennemi décelé, la recherche dispersée faisait place à un combat groupé grâce à la mobilité tactique supérieure offerte par les

camions et surtout les hélicoptères. Malgré les limitations d'emport de ces engins de première génération, il était possible ainsi de faire des bonds de plusieurs kilomètres en quelques minutes et de boucler les bandes ennemies avant qu'elles ne puissent s'exfiltrer, surtout dans le BET où la rusticité et la mobilité à pied des combattants locaux étaient très supérieures à celles des Français. Commençaient alors le nettoyage de la « boîte » ainsi créé avec l'aide, primordiale, des appuis feux des AD-4 et des H-34 Pirate.

C'était bien dans cette combinaison sol-air qui résidait la principale efficacité. Les forces au sol décelaient, bouclaient et fixaient un ennemi qui se révélait alors devant le dilemme tactique de chercher à échapper aux feux aériens en se dispersant ou de combattre les troupes au sol en se concentrant. Sans cet appui aérien, les troupes au sol françaises seules, quoique supérieures, auraient subi beaucoup plus de pertes sans forcément obtenir les mêmes résultats. De leurs côtés, les forces aériennes seules auraient été de leurs côtés largement stériles, les bandes à pied dans un milieu souvent couvert offraient peu de prises et il était toujours possible par la dispersion, le camouflage ou l'imbrication dans la population d'éviter les coups ou d'en réduire considérablement les effets. L'emploi d'appuis au sol, artillerie et mortiers, en remplacement des feux aériens aurait de son côté alourdi la manœuvre par la nécessité d'une logistique routière lourde d'autant plus délicate que le réseau routier était réduit et les élongations immenses. Cette combinaison air-sol supposait cependant un certain nombre de compétences et de moyens de coordination (moyens et réseau radio compatibles, panneaux et systèmes de signalisation, habitudes communes et connaissance mutuelle). Beaucoup de problèmes avaient été résolus depuis les expérimentations de la guerre d'Algérie et la vie commune sur les bases a permis de résoudre ceux qui ont pu apparaître au Tchad.

Ce modèle tactique a bien fonctionné aussi parce que les capacités anti-aériennes des rebelles étaient alors très réduites. A partir de 1970, les rebelles ont bien tenté de contester la maîtrise du ciel par des « boules de feu » de toutes leurs armes contre les aéronefs, mais outre que ce procédé était très consommateur de munitions plutôt rares, il s'avérait finalement peu efficace. Si les *Pirates* ont été

obligés d'étendre leur portée d'engagement à 700-800 mètres au détriment de la précision, les AD-4 n'ont modifié en rien leurs méthodes [17]. Si plusieurs avions ont été touchés par les balles, aucun semble-t-il n'a été détruit par elles. Les pertes en avions à déplorer, un AD-4, un H-34 et un Tripacer ont été le fait d'accidents. Il manquait alors au Frolinat des armements sol-air spécifiques, canons-mitrailleurs et missiles sol-air portables. Ils ne seront fournis par la Libye que quelques années plus tard.

Il aurait peut-être été possible de plus profiter encore de cette suprématie aérienne si les forces françaises avaient disposé d'hélicoptères de transport lourds, un manque toujours actuel. En l'absence de projet français et à condition de surmonter des blocages politiques, il aurait été possible là encore d'acheter sur étagère des hélicoptères américains Ch-47 ou Ch-53 aux capacités au moins doubles de celles du H-34 Cargo. La logistique et les mouvements opératifs auraient largement été facilités évitant ainsi les dangereux déplacements routiers, dont celui qui a conduit à l'embuscade de Bedo. Au niveau tactique, cela aurait permis des déploiements encore plus rapides et surtout de porter aussi cette fois au combat des mortiers et leurs munitions, peut-être même des véhicules légers. Le manque de ressources financières alors disponibles pour les forces conventionnelles en France et le refus de faire appel aux Américains ont interdit cette solution, qui aurait par ailleurs considérablement accru le surcoût de la campagne. L'emploi d'un avion de transport armé, de type *Gunship*, aurait également été particulièrement efficace, mais la version armée du Nord 2501 (POM, avec deux canons de 20 mm) s'est avérée décevante, peut-être aurait-il été possible d'expérimenter le C-160 Transall dans cette mission.

La principale faiblesse du dispositif français a été le soutien logistique, en grande partie parce que cette campagne camouflée qui ne représentait qu'une part minuscule des forces françaises et que l'on imaginait brève, n'a fait l'objet d'aucune priorité particulière. Les divers matériels automobiles étaient anciens et mal adaptés aux conditions d'emploi en zone saharienne ou tropicale. Les moteurs de tous types souffraient beaucoup des vents siliceux. Ceux des AD-4 devaient être changés toutes les 300 heures de vol, or le Tchad

n'étant pas déclaré théâtre d'opérations, les échanges de matériels se sont effectués suivant des critères identiques à ceux de la métropole et donc avec des délais importants et des problèmes permanents de disponibilité. Le soutien Santé a également été déficient par manque de capacité d'hospitalisation et de capacités d'évacuation vers la métropole des cas les plus graves. Outre les pertes des combats, les soldats français ont souffert d'un taux de maladie particulièrement élevé. Rien de tout cela qui n'aurait pu être amélioré si la campagne avait fait l'objet d'une priorité.

Conclusion finale

Dans ce contexte, en dépit de l'amélioration des capacités opérationnelles des forces de sécurité tchadiennes et de la réduction des bandes armées, la rébellion ne disparaît pas, bénéficiant à la fois de soutiens extérieurs persistants et surtout de l'absence de changements de fond dans la vie politique tchadienne.

Après avoir été sauvé par l'intervention de la France et se sentant à la fois menacé et lâché par elle, Tombalbaye lance en 1972 une campagne de dénigrement des Français afin de flatter le sentiment national et de se trouver d'autres appuis. Après l'arrestation d'une équipe de sabotage du Frolinat dans la capitale, il ordonne simultanément la reprise d'une répression féroce contre les opposants. Dans ce « combat couplé », entre un Etat local menacé et une puissance extérieure, c'est bien l'attitude du premier qui détermine en réalité la victoire, la seconde ne pouvant finalement apporter que les succès tactiques, militaires ou civils, qui peuvent faciliter les décisions stratégiques locales.

A partir de la fin de l'année 1972, avec la persistance à la fois de la sécheresse, de l'incompétence de l'administration et de la paranoïa du président, le sort de la population ne s'améliore plus vraiment et tend même à se dégrader à nouveau. On s'aperçoit alors que les succès, réels, des opérations de la période 1969-1972 ne pouvaient être que provisoires. Leur transformation en stabilisation durable aurait impliqué une activité militaire française sur la longue durée, dont personne ne veut alors en France, en accompagnant de réformes profondes sur place, dont cette fois personne ne veut vraiment dans la classe au pouvoir au Tchad. Pour autant, le risque

de déstabilisation de la région reste fort, d'autant que la Libye de Kadhafi cherche à y jouer un rôle important. Les raisons profondes de l'intervention française au Tchad n'ayant finalement pas disparu, il est alors probable que celle-ci soit renouvelée. En 1978, trois ans seulement après le départ des derniers soldats français, comme l'opération *Tacaud*.

Bibliographie

- Claude d'Abzac-Epezy et Jérôme de Lespinois, « Les interventions françaises au Tchad 1968-1990 », in Pierre Pascallon, *La politique de sécurité de la France en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- Amicale des Eléphants Noirs, *GCCP-CPIMa (1948-1975), Des paras oubliés, Tome 1, Ses combats*, Mémoires d'Hommes, 2009.
- Robert Buijtenhuijs, *Le frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, Lannoo, 1978.
- Paul Gaujac, *Histoire des parachutistes français*, Société de production littéraire, 1975.
- Christian Grégoire, *Tchad-Borkou-Ennedi, 1970-1972*, Mémoires d'Hommes, 2004.
- Erwan Bergot, *La coloniale du Rif au Tchad, 1925-1980*, Presses de la cité, 1982.
- Stéphane Mantoux, *Les guerres du Tchad (1969-1987)*, Lemme Edit, 2015.
- Jackie Neau, *L'intervention de la France dans le conflit tchadien*, Mémoires d'Hommes, 2006.
- Pierre de Tonquédec, *Face au Darfour*, Lavauzelle, 2010.

- Répertoire des opérations extérieures, Tome 1, Opérations en Afrique, Centre de doctrine d'emploi des forces.
- Valentin Germain, *50 ans d'OPEX en Afrique, (1964 – 2014)*, Cahier du RETEX, Centre de doctrine d'emploi des forces, septembre 2015.
- Rapport d'information du Sénat n°282 rédigée par la commission présidée par René Monory.

- René Backmann, « Au Tchad avec la Légion », *Le Nouvel observateur*, 8 décembre 1969.
- Jérôme de Lespinois, « L'emploi de la force aérienne au Tchad (1969-1987) », *Air & Space Power Journal en français* - Automne 2009.
-
- Arnaud Delalande, Appui-feu au Tchad, 1968-1975, <http://airpower.over-blog.com/2013/10/appui-feu-au-tchad-1968-1975.html>
- Commandant (h) Bernard Lart, Les Ailes françaises au Tchad : retournons le sablier, <https://lavoiedelepee.blogspot.com/2015/09/les-ailes-francaises-au-tchad.html>
- L'opération Limousin (1969-1971) : première intervention française au Tchad depuis son indépendance, ECPAD/PA/DTCF, Lemans Constance, juillet 2014, http://archives.ecpad.fr/wp-content/uploads/2014/07/2014_07_Operation-Limousin_Tchad_Dossier.pdf

Un grand merci à Antonin Tisseron pour ses travaux préalables à une étude au profit du Centre de doctrine d'emploi des forces

Chronologie

- 11 août 1960 : indépendance du Tchad
- 15 août 1960 : accords de défense entre le Tchad et la France
- 19 mars 1964 : accord d'assistance militaire technique entre le Tchad et la France
- Avril 1965 : création du Front de libération du Tchad (FLT)
- 18 octobre 1965 : massacre de Mangalmé et début de l'insurrection armée
- Juin 1966 : création du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat)
- 6 septembre 1968 : reprise du poste d'Aouzou avec l'aide française.

- Mars 1969 : le président Tombalbaye demande l'aide militaire de la France
- 24 avril 1969 : arrivée de l'Etat-major tactique (EMT) du 2e Régiment étranger de parachutistes dans le centre du Tchad
- 22 octobre 1969 : arrivée d'un deuxième EMT de Légion étrangère
- Mars 1970 : relève des deux EMT par l'EMT du 3e régiment d'infanterie de marine
- 11 octobre 1970 : embuscade de Bedo dans le Borkou-Ennedi-Tibesti (BET). Onze soldats français sont tués
- Janvier-juin 1971 : opération *Bison* dans le BET
- Août 1971 : rupture des relations diplomatiques entre le Tchad et la France
- Février 1972 : opération Languedoc dans l'Est, dernière grande opération française.
- Juillet 1972 : départ des troupes françaises à l'exception du 6^e RIAOM
- 4 avril 1975 : coup d'état du général Malloum
- Octobre 1975 : départ des dernières troupes françaises

Glossaire

AMT : Assistance militaire technique.

ANT : armée nationale tchadienne.

BA : base aérienne.

BET : Bornou-Ennedi-Tibesti.

CCER : centre de coordination et d'exploitation du renseignement.

CCS : compagnie de commandement et de soutien.

CMLE : compagnie de marche de la Légion étrangère.

CPIMa : compagnie parachutiste d'infanterie de marine.

CTS : compagnies tchadiennes de sécurité.

DIH : détachement d'intervention hélicoptéré.

DMT : délégué militaire au Tchad.

DP : division parachutiste.

EAA : escadrille d'appui aérien.

EAC : Escale d'Afrique centrale.

EMFT : état-major franco-tchadien.

EMIA : état-major interarmées.
EMMP : état-major mixte de préfecture.
EMNAT : état-major national tchadien.
EMT : état-major tactique.
FLT : Front de libération du Tchad.
FROLINAT : Front de libération nationale du Tchad.
GMT : groupe mixte de transport.
GNNT : garde nationale et nomade tchadienne.
MRA : Mission pour la réforme administrative.
OCAM : Organisation commune africaine et malgache.
PC : poste de commandement.
PPT : Parti progressiste tchadien.
REP : régiment étranger parachutiste.
RIAOM : régiment interarmes d'outre-mer.
RIMa : régiment d'infanterie de marine.
RPIMa : régiment parachutiste d'infanterie de marine.
UNT : Union nationale tchadienne.
VSLOM : volontaire service long outre-mer.

Notes

[1] « Nous ne faisons que défendre nos coutumes, notre culture et combattre l'injustice face à une jeune administration nationale mal formée, dépaysée, craintive et cruelle, qui nous ponctionnait et n'apportait que malheur et désolation » Goukouni Oueddeï en préface de Jackie Neau, *L'intervention de la France dans le conflit tchadien*, Mémoires d'Hommes, 2006.

[2] *Idem*, p. 47

[3] René Backmann, « Au Tchad avec la Légion », *Le Nouvel observateur*, 8 décembre 1969.

[4] Centre de doctrine d'emploi des forces, Répertoire des opérations extérieures, Tome 1, p. 12.

[5] Jackie Neau, *op. cit.*, p. 129.

[6] *Idem.*, p. 44.

[7] Commandant C. Grégoire, *Tchad-Borkou-Tibesti-Ennedi, 1970-1973*, Mémoires d'hommes, 2004.

[8] Rapport d'information du Sénat n°282 rédigée par la commission présidée par René Monory.

[9] René Backmann, le Nouvel observateur, 8 décembre 1969, Au Tchad avec la Légion.

[10] Directive pour les opérations à mener en saison sèche, EMFT, octobre 1969.

[11] Amicale des Eléphants Noirs, *GCCP-CPIMa (1948-1975), Des paras oubliés, Tome 1, Ses combats*, Mémoires d'Hommes, 2009, p. 160.

[12] Compte-rendu de l'opération Éphémère, EMFT, 11 avril 1970.

[13] Amicale des Eléphants Noirs, p. 265.

[14] Jackie Neau, *op. cit.*, p. 142-144.

[15] <http://airpower.over-blog.com/2013/10/appui-feu-au-tchad-1968-1975.html>

[16] Il faut attendre 2009 pour voir réapparaître un document officiel de doctrine sur ce thème au sein des forces françaises.

[17] Jackie Neau, *op. cit.*, p. 128.

